

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2008 — 1985

[2008/202142]

**22 MAI 2008. — Décret modifiant la loi du 12 juillet 1973
sur la conservation de la nature en ce qui concerne la réglementation
relative à la conservation des sites Natura 2000 ainsi que de la faune et de la flore sauvages (1)**

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. L'article 1^{er}*bis* de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature est complété comme suit :

« 32° unité de gestion : périmètre, d'un seul tenant ou non, situé à l'intérieur d'un site Natura 2000 qui requiert des mesures de conservation globalement homogènes, et qui est délimité en fonction de critères écologiques, techniques et/ou socio-économiques. »

Art. 2. A l'article 26 de la même loi, sont apportées les modifications suivantes :

A. au § 1^{er}, alinéa 2, 4°, les mots "les critères" sont remplacés par les mots "la synthèse des critères";

B. le 5° du § 1^{er}, alinéa 2, est remplacé par la disposition suivante :

« 5° la localisation géographique exacte du site et, à l'intérieur de celui-ci, des unités de gestion, avec les numéros de parcelles cadastrales, en mentionnant, le cas échéant, le pourcentage de la parcelle incluse dans le site, ainsi que la localisation géographique exacte des principaux types d'habitats naturels que le site abrite, reportées sur une ou plusieurs cartes établies au moins au 1/10 000^e et publiées au 1/25 000^e »;

C. au 8° du § 1^{er}, alinéa 2, premier tiret, les mots "d'un contrat de gestion active conformément à l'article 27" sont remplacés par les mots "d'un ou plusieurs contrats de gestion active conformément à l'article 27 ou de toute autre forme de contrat conclu par la Région avec des propriétaires ou occupants intéressés en vertu de la présente loi ou d'une autre législation".

Art. 3. A l'article 27 de la même loi, sont apportées les modifications suivantes :

A. dans le § 1^{er}, alinéa 1^{er}, les mots "un tel contrat avec les propriétaires et occupants concernés" sont remplacés par les mots "un ou plusieurs contrats de gestion active avec les propriétaires et occupants qui le souhaitent";

B. le § 1^{er}, alinéa 2, est complété comme suit :

« Il peut établir plusieurs types de contrats de gestion active en fonction du type de mesures de gestion à prendre sur le site et compte tenu des exigences économiques, sociales et culturelles et des particularités locales. »;

C. le § 3 est remplacé par la disposition suivante :

« § 3. Chaque contrat de gestion active est réputé conclu pour une durée minimale de neuf ans.

A son échéance, le contrat est prorogé pour la même durée et aux mêmes conditions, sauf à l'égard des propriétaires et occupants signataires du contrat qui s'opposent à cette prorogation au moins six mois à l'avance. »;

D. au § 4, l'alinéa 4 est abrogé.

Art. 4. A l'article 28 de la même loi :

A. l'alinéa 1^{er} devient le § 1^{er} et l'alinéa 2 devient le § 3;

B. au § 1^{er}, entre les mots "Dans les sites Natura 2000," et les mots "il est interdit", sont ajoutés les mots "sans préjudice des prérogatives du bourgmestre en vertu de l'article 135, § 2, de la Nouvelle loi communale,";

C. un § 2 est ajouté, rédigé comme suit :

« § 2. Les interdictions générales applicables dans ou, le cas échéant, en dehors des sites Natura 2000 ainsi que toutes autres mesures préventives générales à prendre dans ou, le cas échéant, en dehors des sites pour éviter la détérioration des habitats naturels et les perturbations significatives touchant les espèces pour lesquels le site a été désigné, sont arrêtées par le Gouvernement. »;

D. les paragraphes suivants sont ajoutés, rédigés comme suit :

« § 4. Il ne peut être dérogé aux interdictions générales ou particulières applicables en vertu des §§ 2 ou 3 qu'à titre exceptionnel, sur la base d'une dérogation délivrée par l'inspecteur général de la Division de la nature et des forêts.

Le directeur de centre de la Division de la nature et des forêts territorialement concerné est compétent pour délivrer une autorisation pour la réalisation d'un projet ou l'exercice d'une activité soumis par le Gouvernement à autorisation en vertu des §§ 2 ou 3.

Le Gouvernement peut également prévoir la soumission d'actes, travaux ou activités à un régime de notification préalable, moyennant la possibilité pour l'autorité compétente pour recevoir la notification de soumettre l'activité notifiée à conditions ou à autorisation.

Le Gouvernement fixe la procédure et les modalités d'octroi des dérogations et des autorisations, ainsi que la procédure et les modalités de la notification.

§ 5. Le demandeur peut introduire, auprès du Ministre ayant la Conservation de la Nature dans ses attributions, un recours motivé contre la décision d'octroi ou la décision, explicite ou implicite, de refus d'une dérogation ou d'une autorisation en vertu du présent article.

Le Gouvernement fixe la procédure et les modalités du recours.

§ 6. Sans préjudice du § 1^{er}, l'interdiction ou la soumission à autorisation d'actes, travaux, installations et activités en vertu des §§ 2 ou 3 n'est pas applicable :

— aux actes, travaux, installations et activités soumis à permis en vertu d'une autre législation en vigueur;

— aux actes, travaux, installations et activités directement liés ou nécessaires à la mise en œuvre du régime de gestion active du site pour autant qu'ils ne compromettent pas la réalisation des objectifs du régime de gestion active visés à l'article 26, § 1^{er}, alinéa 2, 7°. »

Art. 5. A l'article 30 de la même loi, sont apportées les modifications suivantes :

A. le § 3, 1^o, de la même disposition est remplacé par le texte suivant :

« 1^o quatre agents de l'administration régionale, dont un appartenant au service compétent pour la conservation de la nature, un appartenant au service compétent pour l'aménagement du territoire, un appartenant au service compétent pour l'agriculture et un appartenant au service compétent pour l'eau; »;

B. au § 3, il est ajouté l'alinéa suivant :

« Les membres de l'administration n'ont pas voix délibérative. »

Art. 6. A l'article 36 de la même loi, il est ajouté le tiret suivant :

« — l'adoption de toute autre mesure favorable à la biodiversité en forêt. »

Art. 7. A l'article 37 de la même loi, il est ajouté le tiret suivant :

« — l'adoption de toute autre mesure favorable à la biodiversité en milieu rural. »

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 22 mai 2008.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,
A. ANTOINE

Le Ministre du Budget, des Finances et de l'Équipement,
M. DAERDEN

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
Ph. COURARD

Le Ministre de l'Économie, de l'Emploi, du Commerce extérieur et du Patrimoine,
J.-C. MARCOURT

La Ministre de la Recherche, des Technologies nouvelles et des Relations extérieures,
Mme M.-D. SIMONET

Le Ministre de la Formation,
M. TARABELLA

Le Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des Chances,
D. DONFUT

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,
B. LUTGEN

—————
Note

(1) *Session 2007-2008.*

Documents du Parlement wallon, 765 (2007-2008), n^{os} 1 à 7.

Compte rendu intégral, séance publique du 14 mai 2008.

Discussion - Votes.

—————
ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2008 — 1985

[2008/202142]

**22. MAI 2008 — Dekret zur Abänderung des Gesetzes vom 12. Juli 1973
über die Erhaltung der Natur, was die Regelung über die Erhaltung der Natura 2000-Gebiete
sowie der wildlebenden Tiere und Pflanzen betrifft (1)**

Das Wallonische Parlament hat folgendes angenommen, und Wir, Regierung, sanktionieren es:

Artikel 1 - Artikel *1bis* des Gesetzes vom 1. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur wird wie folgt ergänzt:

«32 Verwaltungseinheit: zusammenhängendes oder nicht zusammenhängendes Gebiet, das sich innerhalb eines Natura 2000-Gebiets befindet, das global homogene Erhaltungsmaßnahmen benötigt und nach ökologischen, technischen und/oder sozialwirtschaftlichen Kriterien begrenzt wird.»

Art. 2 - In Artikel 26 desselben Gesetzes werden folgende Änderungen vorgenommen:

A. in § 1 Absatz 2 4^o werden die Wörter "die wissenschaftlichen Kriterien" durch die Wörter "die Synthese der wissenschaftlichen Kriterien" ersetzt;

B. Punkt 5^o von § 1 Absatz 2 wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«5^o die genaue geographische Lage des Gebiets und innerhalb dessen diejenige der Verwaltungseinheiten mit den Nummern der Katasterparzellen ggf. mit der Angabe des Prozentsatzes der im Gebiet eingeschlossenen Parzelle sowie die genaue geographische Lage der wichtigsten Lebensraumtypen, die sich im Gebiet befinden und die auf einer oder mehreren Karte(n) im Maßstab von mindestens 1:10 000 übertragen und im Maßstab von mindestens 1:25 000 veröffentlicht sind;»;

C. in Punkt 8° von § 1, Absatz 2, erster Gedankenstrich wird der Wortlaut "eines Vertrags zur aktiven Verwaltung gemäß Artikel 27" durch den Wortlaut "eines oder mehrerer Vertrags/Verträge zur aktiven Verwaltung gemäß Artikel 27 oder gemäß jeglicher anderen Form von Vertrag, der durch die Region mit den betroffenen Eigentümern oder Rechtsinhabern aufgrund des vorliegenden Gesetzes oder einer anderen Gesetzgebung abgeschlossen wird" ersetzt.

Art. 3 - In Artikel 27 desselben Gesetzes werden folgende Änderungen vorgenommen:

A. in § 1 Absatz 1 wird der Wortlaut "einen solchen Vertrag mit den betroffenen Eigentümern und Rechtsinhabern ab" durch den Wortlaut "einen oder mehrere Verträge zur aktiven Verwaltung mit den Eigentümern und Rechtsinhabern, die es wünschen, ab";

B. § 1 Absatz 2 wird wie folgt ergänzt:

«Sie kann mehrere Arten von Verträgen zur aktiven Verwaltung je nach Art der auf dem Gebiet zu treffenden Verwaltungsmaßnahmen und unter Berücksichtigung der wirtschaftlichen, sozialen oder kulturellen Anforderungen und der örtlichen Besonderheiten aufstellen.»;

C. § 3 wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«§ 3 - Für jeden Vertrag zur aktiven Verwaltung wird davon ausgegangen, dass er für eine Mindestdauer von neun Jahren abgeschlossen wurde.

An seinem Ablaufdatum wird der Vertrag für dieselbe Dauer und unter denselben Bedingungen verlängert, außer gegenüber den Eigentümern und Rechtsinhabern, die den Vertrag unterzeichnet haben und die sich mindestens sechs Monate vorher dieser Verlängerung widersetzen.»;

D. § 4 Absatz 4 wird aufgehoben.

Art. 4 - In Artikel 28 desselben Gesetzes werden folgende Abänderungen vorgenommen:

A. Absatz 1 wird § 1 und Absatz 2 wird § 3;

B. in § 1 wird zwischen dem Wortlaut "In den Natura 2000-Gebieten ist es" und dem Wortlaut "verboten, die natürlichen Lebensräume" der Wortlaut "unbeschadet der Alleinbefugnisse des Bürgermeisters aufgrund Artikel 135, § 2 des neuen Gemeindegengesetzes" eingefügt;

C. ein § 2 mit folgendem Wortlaut wird eingefügt:

«§ 2. Die Sonderverbote, die innerhalb oder ggf. außerhalb der Natura 2000-Gebiete anwendbar sind, sowie alle sonstigen Präventivmaßnahmen, die innerhalb oder ggf. außerhalb der Gebiete zu treffen ist, um die Verschlechterung der natürlichen Lebensräume und die erhebliche Störung der Arten, deren Vorkommen die Bezeichnung der Gebiete veranlasst hat, zu vermeiden, werden durch die Regierung geregelt.»;

D. Folgende Paragraphen mit folgendem Wortlaut werden eingefügt:

«§ 4 - Nur in Ausnahmefällen darf von den allgemeinen oder besonderen Verboten, die nach § 2 oder 3 anwendbar sind, auf der Grundlage einer vom Generalinspektor der Abteilung Natur und Forstwesen gewährten Ausnahmegenehmigung abgewichen werden.

Der örtlich zuständige Zentrumsdirektor der Abteilung Natur und Forstwesen ist befugt, eine Genehmigung für die Durchführung eines Projekts oder die Ausübung einer Tätigkeit, die durch die Regierung aufgrund § 2 oder 3 einer Genehmigung unterworfen ist, zu gewähren.

Die Regierung kann ebenfalls vorsehen, dass Handlungen, Arbeiten oder Tätigkeiten einer Regelung unterworfen werden, die eine vorherige Mitteilung vorsieht, vorbehaltlich der Möglichkeit, über die die für den Empfang der Mitteilung zuständigen Behörde verfügt, für die mitgeteilte Tätigkeit Bedingungen oder eine Genehmigung vorzusehen.

Die Regierung bestimmt das Verfahren und die Modalitäten für die Gewährung der Abweichungen und Genehmigungen sowie das Verfahren und die Modalitäten für die Mitteilung.

§ 5 - Der Antragsteller kann beim Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Naturerhaltung gehört, einen begründeten Einspruch gegen die Entscheidung zur Gewährung oder gegen die explizite oder implizite Entscheidung zur Verweigerung einer Abweichung oder einer Genehmigung aufgrund dieses Artikels einlegen.

Die Regierung bestimmt das Verfahren und die Modalitäten für den Einspruch.

§ 6 - Unbeschadet des ersten Paragraphen findet das Verbot oder die Genehmigungspflicht von Handlungen, Arbeiten, Anlagen und Tätigkeiten aufgrund des § 2 oder 3 keine Anwendung auf:

— Handlungen, Arbeiten, Anlagen und Tätigkeiten, die aufgrund einer anderen geltenden Gesetzgebung einer Genehmigung unterworfen sind;

— Handlungen, Arbeiten, Anlagen und Tätigkeiten, die mit der Durchführung der Regelung zur aktiven Verwaltung des Gebiets verbunden sind oder dafür notwendig sind, sofern sie die Verwirklichung der in Artikel 26 § 1 Absatz 2 7° erwähnten Ziele der Regelung zur aktiven Verwaltung nicht gefährden.»

Art. 5 - In Artikel 30 desselben Gesetzes werden folgende Änderungen vorgenommen:

A. § 3 1° derselben Bestimmung wird durch den folgenden Wortlaut ersetzt:

«1° vier Bedienstete der Regionalverwaltung: ein Bediensteter aus der für die Naturerhaltung zuständigen Dienststelle, ein Bediensteter aus der für die Raumordnung zuständigen Dienststelle und ein Bediensteter aus der für die Landwirtschaft zuständigen Dienststelle und ein Bediensteter aus der für das Wasser zuständigen Dienststelle;»;

B. in § 3 wird der folgende Absatz eingefügt:

«Die Mitglieder der Verwaltung haben keine beschließende Stimme.»

Art. 6 - In Artikel 36 desselben Gesetzes wird der folgende Gedankenstrich eingefügt:

«— die Annahme jeglicher anderen für die Artenvielfalt im Wald vorteilhafte Maßnahme.»

Art. 7 - In Artikel 37 desselben Gesetzes wird der folgende Gedankenstrich eingefügt:

«— die Annahme jeglicher anderen für die Artenvielfalt im ländlichen Gebiet vorteilhaften Maßnahme.»

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 22. Mai 2008

Der Minister-Präsident,
R. DEMOTTE

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,
A. ANTOINE

Der Minister des Haushalts, der Finanzen und der Ausrüstung,
M. DAERDEN

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,
Ph. COURARD

Der Minister der Wirtschaft, der Beschäftigung, des Außenhandels und des Erbes,
J.-C. MARCOURT

Die Ministerin der Forschung, der neuen Technologien und der auswärtigen Beziehungen,
Frau M.-D. SIMONET

Der Minister der Ausbildung,
M. TARABELLA

Der Minister der Gesundheit, der sozialen Maßnahmen und der Chancengleichheit,
D. DONFUT

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,
B. LUTGEN

—
Fußnote

(1) *Sitzung 2007-2008*

Dokumente des Wallonischen Parlaments, 765 (2007-2008), Nrn. 1 bis 7

Ausführliches Sitzungsprotokoll, öffentliche Sitzung vom 14. Mai 2008

Diskussion - Abstimmung.

—————
VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2008 — 1985

[2008/202142]

22 MEI 2008. — Decreet houdende wijziging van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud wat betreft de reglementering betreffende de instandhouding van de Natura 2000-sites alsmede de wilde fauna en flora (1)

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Artikel 1bis van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud wordt aangevuld als volgt :

« 32° beheerseenheid : al dan niet ononderbroken omtrek gelegen binnen een Natura 2000-site die globaal homogene instandhoudingsmaatregelen vereist en die afgebakend is naar gelang van ecologische, technische en/of sociaal-economische criteria. »

Art. 2. Artikel 26 van dezelfde wet wordt gewijzigd als volgt :

A. in § 1, tweede lid, 4° worden de woorden "de wetenschappelijke criteria" vervangen door de woorden "de synthese van de wetenschappelijke criteria";

B. punt 5° van § 1, tweede lid, wordt vervangen als volgt :

« 5° de nauwkeurige geografische aanduiding van het gebied en, binnen dit gebied, van de beheerseenheden, met de nummers van kadastrale percelen, met vermelding, in voorkomend geval, van het percentage van het in het gebied inbegrepen perceel alsook de nauwkeurige geografische aanduiding van de daar voorkomende voornaamste typen natuurlijke habitats die op een kaart met een schaal van 1/10 000 opgenomen zijn en die met een schaal van 1/25 000 worden bekendgemaakt; »;

C. in punt 8° van § 1, tweede lid, eerste streepje, worden de woorden "van een actieve beheersovereenkomst, overeenkomstig artikel 27" vervangen door de woorden "van één of meer actieve beheersovereenkomsten overeenkomstig artikel 27 of van elke andere vorm van overeenkomst gesloten door het Gewest met betrokken eigenaren of gebruikers krachtens deze wet of een andere wetgeving".

Art. 3. Artikel 27 van dezelfde wet wordt gewijzigd als volgt :

A. in § 1, eerste lid, worden de woorden "een dergelijke overeenkomst met de betrokken eigenaren en gebruikers" vervangen door de woorden "een of meer actieve beheersovereenkomsten met de eigenaren en gebruikers die het wensen";

B. § 1, tweede lid, wordt aangevuld als volgt :

« Ze kan verschillende typen actieve beheersovereenkomsten opmaken naar gelang van het type beheersmaatregelen die op het gebied moeten worden getroffen en rekening houdende met de economische, sociale en culturele eisen en van de plaatselijke bijzonderheden. »;

C. § 3 wordt vervangen als volgt :

« § 3. Elke actieve beheersovereenkomst wordt geacht voor minimum negen jaar gesloten te zijn.

Op haar vervalddag wordt de overeenkomst verlengd voor dezelfde duur en onder dezelfde voorwaarden behalve ten opzichte van de overeenkomstsluitende eigenaren en gebruikers die zich minstens zes maanden van tevoren tegen deze verlenging verzetten. »;

D. in § 4 wordt het vierde lid opgeheven.

Art. 4. Artikel 28 van dezelfde wet wordt gewijzigd als volgt :

A. het eerste lid wordt § 1 en het tweede lid wordt § 3;

B. in § 1 worden tussen de woorden "In de Natura 2000-gebieden" en de woorden "is het verboden" de woorden "en onverminderd de prerogatieven van de burgemeester krachtens artikel 135, § 2, van de Nieuwe Gemeentewet", toegevoegd;

C. een § 2 wordt toegevoegd, luidend als volgt :

« § 2. De algemene verbodsbepalingen die van toepassing zijn in of, in voorkomend geval, buiten de Natura 2000-gebieden alsook elke andere algemene preventieve maatregel die moet worden getroffen in of, in voorkomend geval, buiten de gebieden om de beschadiging te voorkomen van de natuurlijke habitats en de kenmerkende verstoringen die de soorten treffen waarvoor het gebied aangewezen is, worden door de Regering besloten.»;

D. de volgende paragrafen worden toegevoegd, luidend als volgt :

« § 4. Er kan slechts bij wijze van uitzondering worden afgeweken van de algemene of bijzondere verbodsbepalingen die krachtens §§ 2 of 3 van toepassing zijn, op grond van een afwijking gegeven door de inspecteur-generaal van de Afdeling Natuur en Bossen.

De territoriaal betrokken centrumdirecteur van de Afdeling Natuur en Bossen is bevoegd om een vergunning af te geven voor de uitvoering van een project of de uitoefening van een activiteit die door de Regering krachtens §§ 2 of 3 aan een vergunning is onderworpen.

De Regering kan er eveneens in voorzien dat handelingen, werkzaamheden of activiteiten onderworpen worden aan een regeling van voorafgaande kennisgeving op voorwaarde dat de overheid die bevoegd is om de kennisgeving in ontvangst te nemen, de activiteit waarvan kennis wordt gegeven, aan voorwaarden of aan een machtiging bindt.

De Regering bepaalt de procedure en de modaliteiten voor de toekenning van de afwijkingen en vergunningen alsmede de procedure en de modaliteiten voor de kennisgeving.

§ 5. De verzoeker kan bij de Minister bevoegd voor het Natuurbehoud een met redenen omkleed beroep indienen tegen de beslissing tot toekenning of de expliciete of impliciete beslissing tot weigering van een afwijking of van een vergunning krachtens dit artikel.

De Regering bepaalt de procedure en de modaliteiten van het beroep.

§ 6. Onverminderd § 1 is het verbod of het onderwerpen aan een vergunning van handelingen, werkzaamheden, installaties en activiteiten krachtens §§ 2 of 3 niet van toepassing op :

— de handelingen, werkzaamheden, installaties en activiteiten onderworpen aan een vergunning krachtens een andere vigerende wetgeving;

— de handelingen, werkzaamheden, installaties en activiteiten die rechtstreeks gebonden zijn of die nodig zijn voor de uitvoering van het stelsel van actief beheer van het gebied voor zover ze de uitvoering van de in artikel 26, § 1, tweede lid, 7°, bedoelde doelstellingen van het stelsel van actief beheer niet op het spel zetten. »

Art. 5. Artikel 30 van dezelfde wet wordt gewijzigd als volgt :

A. § 3, 1^o, van dezelfde bepaling wordt vervangen als volgt :

« 1^o vier personeelsleden van het gewestelijke bestuur, waaronder één dat deel uitmaakt van de voor het natuurbehoud bevoegde dienst, één dat deel uitmaakt van de voor ruimtelijke ordening bevoegde dienst, één dat deel uitmaakt van de voor landbouw bevoegde dienst en één dat deel uitmaakt van de voor water bevoegde dienst; »

B. in § 3 wordt het volgende lid toegevoegd :

« De leden van het bestuur zijn niet stemgerechtigd. »

Art. 6. In artikel 36 van dezelfde wet wordt het volgende streepje toegevoegd :

« — de aanneming van elke andere maatregel die voor de biodiversiteit in het bos gunstig zijn. »

Art. 7. In artikel 37 van dezelfde wet wordt het volgende streepje toegevoegd :

« — de aanneming van elke andere maatregel die voor de biodiversiteit in landelijk gebied gunstig zijn. »

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 22 mei 2008.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,

A. ANTOINE

De Minister van Begroting, Financiën en Uitrusting,

M. DAERDEN

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,

Ph. COURARD

De Minister van Economie, Tewerkstelling, Buitenlandse Handel en Patrimonium,

J.-C. MARCOURT

De Minister van Onderzoek, Nieuwe Technologieën en Internationale Betrekkingen,

Mevr. M.-D. SIMONET

De Minister van Vorming,

M. TARABELLA

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,

D. DONFUT

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,

B. LUTGEN

Nota

(1) *Zitting 2007-2008.*

Stukken van het Waals Parlement, 765 (2007-2008), nrs. 1 tot 7.

Volledig verslag, openbare vergadering van 14 mei 2008.

Bespreking - Stemmingen.

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

MINISTERIE

VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 2008 — 1986

[C - 2008/31274]

29 MEI 2008. — Ordonnantie tot wijziging van de nieuwe gemeentewet om de toegang van het publiek tot de gemeentelijke reglementen tot invoering van belastingen te vergemakkelijken (1)

Het Brussels Hoofdstedelijk Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Deze ordonnantie regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 39 van de Grondwet.

Art. 2. Artikel 112, laatste lid, van de nieuwe gemeentewet wordt vervangen door het volgende lid :

« Naast de aanplakbrief, maakt de burgemeester de handelingen bedoeld in het eerste lid bekend via een elektronische drager die voor het publiek toegankelijk is. »

MINISTERE

DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2008 — 1986

[C - 2008/31274]

29 MAI 2008. — Ordonnance modifiant la nouvelle loi communale en vue de faciliter l'accès du public aux règlements communaux restaurant des taxes (1)

Le Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. La présente ordonnance règle une matière visée à l'article 39 de la Constitution.

Art. 2. L'article 112, dernier alinéa de la nouvelle loi communale est remplacé par l'alinéa suivant :

« En plus de l'affiche, le bourgmestre publie les actes visés à l'alinéa 1^{er} par voie d'un support électronique accessible au public. »